



**Pouvoir adjudicateur**  
**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE**  
**DE LIMOGES**

**Etablissement support du GHT du**  
**Limousin**

2, avenue Martin Luther King  
87042 LIMOGES CEDEX  
Cellule de la Commande Publique - Fax :  
05.55.05.60.87  
Adresse électronique :  
[celluledesmarches@chu-limoges.fr](mailto:celluledesmarches@chu-limoges.fr)



# **MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'INSTALLATION D'OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES POUR LE CENTRE HOSPITALIER ESQUIROL A LIMOGES**

**MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE**

**PROCEDURE N°01.2025-MOE-OMBRIERES-PHOTOVOL.**

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-7  
du Code de la Commande Publique

**Cahier des clauses administratives Particulières (C.C.A.P)**

## SOMMAIRE

GENERALITES.....	3
ARTICLE 1. : OBJET DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 2. : PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 3. : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 4. : INTERVENANTS .....	5
ARTICLE 5. : MISSIONS .....	6
ARTICLE 6. : PROCEDURE DE CONSULTATION .....	6
ARTICLE 7. : PRESTATIONS SIMILAIRES .....	8
ARTICLE 8. : PRIX .....	8
ARTICLE 9. : AVANCE.....	9
ARTICLE 10. : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	9
ARTICLE 11. : ENGAGEMENT DU MAITRE D’OEUVRE .....	13
ARTICLE 12. : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	15
ARTICLE 13. : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE .....	17
ARTICLE 14. : PENALITES .....	17
ARTICLE 15. : RESILIATION DU CONTRAT.....	18
ARTICLE 16. : LITIGES .....	19
ARTICLE 17. : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES .....	19
ARTICLE 18. : DEROGATIONS .....	20

## GENERALITES

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), **une convention constitutive** a été signé le 30 juin 2016. Celle-ci **a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.**

**Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :**

- *CHU Limoges en qualité d'établissement support*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourganeuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

**Attention** : ces éléments ne sont fournis qu'à titre indicatif, la présente consultation ne concernant que le Centre Hospitalier ESQUIROL

## Article 1.: OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne une **MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR L'INSTALLATION D'OMBRIÈRES PHOTOVOLTAÏQUES** pour le Centre Hospitalier ESQUIROL à LIMOGES.

La description des ouvrages et de leurs composants techniques sont précisés dans le programme et dans les documents techniques joints au présent dossier de consultation.

## Article 2.: PARTIES CONTRACTANTES

### Noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur

<b>Pouvoir Adjudicateur</b> : Madame la Directrice Générale du C.H.U. de LIMOGES Adresse : 2 avenue Martin Luther King Adresse du portail d'achat : <a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">http://www.marches-publics.gouv.fr</a>
<b>Maître d'ouvrage</b> : Centre Hospitalier ESQUIROL Adresse : 15 rue du Docteur Marcland BP 61730 - 87025 LIMOGES Cedex
<b>Gestionnaire de marché</b> (Référént administratif) : Département Travaux Adresse : 15 rue du Docteur Marcland BP 61730 - 87025 LIMOGES Cedex
<b>Acheteur</b> (Référént technique) : Département travaux Services Techniques et Développement Durable Adresse : 15 rue du Docteur Marcland BP 61730 - 87025 LIMOGES Cedex

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Limoges.

La maîtrise d'ouvrage est assumée par le Centre Hospitalier ESQUIROL.

L'entreprise dont l'offre a été retenue est désignée par le terme de « titulaire ».

## Article 3.: DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché, dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'établissement font foi, sont les suivantes par ordre de priorité :

- Pièces particulières :
  - 1- L'Acte d'engagement et ses annexes éventuelles (dont le tableau de répartition des honoraires et les pouvoirs du mandataire) ;
  - 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) dont seul l'original conservé dans les locaux du pouvoir adjudicateur fait foi ;
  - 3- Le programme établi par le maître d'ouvrage et ses annexes éventuelles ;
  - 4- La note méthodologique ;
  - 5- Les actes spéciaux et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.
- Pièces générales :
  - 1- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Maitrise d'Œuvre (CCAG MOE) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021, sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCAP ;
  - 2- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite « loi MOP », codifiée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 aux articles L.2410-1 à L2432-2 et R2431-1 du Code de la Commande Publique ;
  - 3- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, codifié à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 aux articles R.2431-2 à R.2432-7 du Code de la Commande Publique.
- Pièces à délivrer au titulaire du marché

Le Pouvoir Adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G. MOE, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

## Article 4.: INTERVENANTS

### 4.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 4.2 - Contrôle technique

Le Contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC  
5 Rue Colombia  
LEM Ester Technopole  
BP 6833  
87068 LIMOGES Cedex

Les missions de contrôle techniques sont les suivantes :  
L – SEI– LE – PS

#### **4.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination SPS de niveau II pour cette opération sera assurée par :

BUREAU VERITAS  
21 Rue Columbia  
Ester Technopole  
CS 96820  
87068 LIMOGES

### **Article 5.: MISSIONS**

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément au code de la commande publique relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Les compétences de l'équipe demandée sont les suivantes :  
BET Fluides Mandataire + BET Structure + OPC + autres au choix du candidat

Eléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Etudes de diagnostic
APS	Avant-Projet sommaire
Etude d'Eblouissement	Evaluation des risques d'éblouissement par des modules photovoltaïque par rapport à l'implantation de l'hélistation du CHU
APD	Avant-Projet définitif
PRO / DCE	Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des travaux
OPC	L'Ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier

### **Article 6. : PROCEDURE DE CONSULTATION**

#### **6.1 – Forme du contrat**

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la Commande Publique.

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un marché traité à prix global et forfaitaire conclu à prix provisoire.

## **6.2 – Décomposition en lots et tranches (pour le marché de travaux)**

La consultation donnera lieu à un marché à tranches avec une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche ferme : Installation d'Ombrières Photovoltaïque sur les parkings Curie et CPCI pour toutes les missions + Parking Marcland jusqu'à la mission APD.

Tranche optionnelle : : Installation d'Ombrières Photovoltaïque sur le parking Marcland missions DET-AOR-EXE (50%) - OPC

La tranche optionnelle devra être affermie, au plus tard 6 mois après notification de la tranche ferme. Le titulaire du marché sera informé par ordre de service

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la tranche optionnelle. Sans affermissement avant cette échéance, le marché sera considéré comme achevé. Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit, ni d'attente des tranches optionnelles.

Il n'est pas prévu de découpage en lots.

## **6.3 - Durée du contrat**

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

## **6.4 – Changements administratifs du titulaire**

Le titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur (et le Centre Hospitalier ESQUIROL) de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire,...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

## **6.5 – Assurances**

Par dérogation à l'article 9 du CCAG MOE, le maître d'œuvre doit justifier avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **Article 7. : PRESTATIONS SIMILAIRES**

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires passé en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire initial du marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **Article 8. : PRIX**

### **8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché à prix global et forfaitaire conclu à prix provisoire.

Par application de l'article 10.1.1 du CCAG MOE, le prix est révisable.

La rémunération du maître d'œuvre est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

### **8.2 – Répartition des paiements**

Les paiements sont répartis entre le titulaire, ses co-traitants, ses sous-traitants payés directement, comme indiqué dans l'acte d'engagement et ses annexes en cas de besoin.

### **8.3 - Forfait de rémunération**

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

### **8.4 - Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de Juin 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING(n) / ING(o))$$

selon les dispositions suivantes :



- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la parution de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## **Article 9. : AVANCE**

### **9.1 - Les avances versées au maître d'œuvre**

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique est versée au maître d'œuvre, sauf en cas de refus de celui-ci. Cette avance n'est due que pour la part du marché effectivement exécutée par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage peut également prévoir le versement de cette avance même lorsqu'elle n'est pas obligatoire.

### **9.2 Montant de l'avance**

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est égale ou inférieure à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

### **9.2 - Les avances versées aux sous-traitants**

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

## **Article 10. : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIAG	A la remise du dossier	100.0
APS et Etude d'Eblouissement	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APD	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO/DCE	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
	Après validation du rapport d'analyse des offres	50.0
EXE	A la remise du DCE	50.0
	Sous forme d'acompte en fonction de l'avancement des travaux	50.0
DET	Sous forme d'acompte en fonction de l'avancement des travaux	95.0
	A la réception du décompte final	5.0
OPC	A la remise de l'APD	10.0
	A la fin de la phase préparation chantier	20.0
	Sous forme d'acompte en fonction de l'avancement des travaux	60.0
	A la réception des travaux	10.0
AOR	A la réception des travaux	80.0
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	20.0

## 10.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

## 10.3 - Présentation des demandes de paiement

### 10.3.1 : Etablissement des factures électroniques

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises.

#### Dépôt de la facture électronique :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé.  
Code service : FACTURES\_TRAVAUX

### 10.3.2 Le délai global de paiement

#### 10.3.2.1 Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

**Le comptable chargé du paiement est la trésorerie des hôpitaux de la Haute Vienne.**

Les sommes dues sont payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus.

Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€.

Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées figurant ci-dessous.

- modification de la raison sociale
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- facturation avant service fait,...

#### 10.3.2.2 Sous-traitance

- Désignation de sous-traitants en cours de marché

En application des articles L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire (membres du groupement de maîtrise d'œuvre) est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de son sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Attention : Pour les Architectes, la sous-traitance devra être effectuée dans les conditions de l'article 37 du code de déontologie des Architectes.

Le prestataire sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG.MOE.

En outre pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra remettre contre récépissé au maître d'ouvrage ou lui adresser par lettre recommandée, avec demande de réception, une déclaration (ou formulaire DC4 à jour au 27/08/2018) contenant les éléments suivant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

Il devra également remettre une déclaration de sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner mentionnée aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du présent marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la Commande Publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché article 30.1.d du CCAG-MOE.

- Modalités de paiement direct des co-traitants et sous-traitants

#### a) Paiement des co-traitants

Conformément à l'article 12 du CCAG-MOE, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

#### b) Paiement des sous-traitants

Les modalités de paiement des sous-traitants seront celles définies par l'article R 2393-33 du code de la commande publique.

- Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **Article 11. : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE**

### **11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux**

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre est fixé à l'acte d'engagement.

#### Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établis par le maître d'œuvre et engagement : L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux qui est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 3.0 %

**Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)**

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par voie d'avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises : Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer la procédure infructueuse. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure

### **11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux**

#### Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **5.0 %**

**Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)**

#### Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit : Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5.0 %

Cependant, conformément à l'article R.2432-4 du Code de la Commande Publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

## **Article 12. : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **12.1 - Présentation des livrables**

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
DIA	Etudes de diagnostic	3 semaines	3 + 1 Format numérique
APS et Etude d'Eblouissement	Avant-Projet sommaire	4 semaines	3 + 1 Format numérique
APD	Avant-Projet définitif	8 semaines	3 + 1 Format numérique
PRO/ DCE	Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises	4 semaines	3 + 1 Format numérique
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse		3 + 1 Format numérique
DOE	Dossier des ouvrages exécutés		2 + 1 format numérique

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
DIA	Etudes de diagnostic	2 semaines
APS et Etude d'Eblouissement	Avant-Projet sommaire	2 semaines
APD	Avant-Projet définitif	5 semaines
PRO/ DCE	Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises	2 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 20 (opérations de vérification) du C.C.A.G.-MOE.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

## **12.2 - Emission des ordres de services**

### Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur (copie au maître de l'ouvrage) dans un délai de 10 jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG MOE.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1.0/3000 du montant du marché.

Cependant, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier le(s) ordre(s) de service suivant(s) :

- notification de la date de commencement des travaux

## **12.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs**

### Vérification des projets de décomptes mensuels :

Au cours des travaux, le Maître d'Œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par voie électronique (portail ChorusPro). Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le Maître d'Œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 11.2 du CCAG-MOE, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de dépôt du document sur le portail ChorusPro..

Si le Maître d'Œuvre refuse le décompte mensuel, celui-ci est rejeté et c'est la MOE qui retravaille le décompte mensuel.

Le Maître d'Œuvre établira le certificat de paiement correspondant sur la base du modèle transmis par le Maître d'Œuvre

### Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 11.7 du CCAG-MOE et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par voie électronique (portail ChorusPro).

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 11.8 du CCAG-MOE, le décompte général.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.



Le DGD doit comporter la signature du MOA, de la MOE et celle de l'entreprise.

#### **12.4 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

#### **12.5 - Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

### **Article 13. : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

Les dispositions concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est définie à l'article 24 du CCAG-MOE.

### **Article 14. : PENALITES**

#### **14.1 - Pénalités de retard**

Par Dérogation à l'article 16 du CCAG MOE, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, suivant le montant HT du marché, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
DIA	1.0/5000
APS	1.0/5000
Etude d'Eblouissement	1.0/5000
APD	1.0/5000
PRO/DCE	1.0/5000

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100.00€.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100.00€.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs

concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 100.00€.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

#### **14.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **14.3 – Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Absence à une réunion ayant fait l'objet d'une convocation	Forfaitaire	100,00 €

### **Article 15. : RESILIATION DU CONTRAT**

#### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 32 du CCAG MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

#### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 16. : LITIGES**

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Limoges est compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 17. : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES**

### **17.1 – Nantissement et cessions de créances**

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au Pouvoir Adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. Il est à noter que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

### **17.2 – Dispositif d'alerte et de vigilance (article D.8222-5 du Code du Travail)**

Le titulaire du marché produit les pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, et ce, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire ne produit pas les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail ou ne se conforme pas à la réglementation relative au travail dissimulé, (c'est-à-dire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail), le pouvoir adjudicateur l'enjoint aussitôt, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser cette situation irrégulière.

Conformément à l'article R.8222-3 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du courrier pour satisfaire l'injonction.

Si celles-ci ne sont pas fournies dans les délais demandés le marché pourra être résilié sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

#### Dispositif d'alerte :

Lorsqu'un agent de contrôle (dont la liste est énumérée à l'article L. 8271-7 du code du Travail) signale au pouvoir adjudicateur que son co-contractant est en situation irrégulière au regard de la réglementation relative au travail

### **17.3 – Arrêt de l'exécution des prestations**

Les prestations du marché étant scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le maître d'ouvrage pourra décider, au terme de chacune de ces phases, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. Cette décision sera notifiée au maître d'œuvre par courrier recommandé avec accusé de réception 1 mois avant l'arrêt définitif des prestations. Cette décision d'arrêt des prestations entraîne la résiliation du marché.

## **Article 18. : DEROGATIONS**

- L'article 3 du CCAP déroge aux articles 4.1 et .4.2 du CCAG – Maîtrise d'œuvre
- l'article 6.5 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG – Maîtrise d'œuvre
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 16 du CCAG - Maitrise d'Œuvre

Le Titulaire du marché,

Le Maître de l'ouvrage,